

Comment optimiser le partenariat de défense entre l'Inde et les États-Unis ?

Sameer Lalwani, Vikram J. Singh | 25 mars 2025



Cet article est une traduction de « [How to Get the Most Out of the U.S.-Indian Defense Partnership?](#) », paru le 11 février 2025 sur War on the Rocks.

Dès son entrée en fonction, le président Donald Trump a [menacé](#) d'imposer des droits de douane réciproques à l'encontre de l'Inde, qualifiant le pays de « [roi des tarifs](#) ». Il a également renvoyé un [avion-cargo](#) transportant des migrants en situation irrégulière vers l'Inde et annulé [une dérogation aux sanctions](#) visant un port indien. Autant de signaux peu encourageants à l'approche de la visite du Premier ministre indien Narendra Modi à Washington cette semaine [cet article a été publié le 11 février 2025]. Cependant, la situation est moins préoccupante qu'il n'y paraît. Malgré un ton ferme lors de l'[échange téléphonique](#) entre Trump et Modi la semaine dernière, la coopération croissante entre les deux pays en matière de défense jouera un rôle stabilisateur dans leur relation. C'est ce que confirment [les deux comptes rendus](#) des récents entretiens entre le ministre indien de la Défense, Rajnath Singh, et le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth.

La première administration Trump a réalisé des [progrès significatifs](#) en matière de coopération de défense avec l'Inde, tout [comme](#) l'administration Biden. L'Inde est idéalement positionnée pour jouer un rôle clé dans la [dissuasion de l'agression chinoise](#) et dans le renforcement de la stabilité et de la paix dans la région indopacifique. La nouvelle administration Trump a l'opportunité de renforcer cette relation en la hissant à un niveau inédit et en aidant l'Inde à jouer ce rôle stabilisateur. Pour y parvenir, elle devrait mettre l'accent sur l'amélioration de la coopération en matière de technologie de défense, le renforcement de l'opérationnalité militaire conjointe, et la modernisation et la revitalisation du cadre bilatéral de défense. Pour cela, les deux pays devront rompre avec leurs vieilles habitudes et repousser les limites de leur coopération.

Les technologies de défense

L'administration Trump peut renforcer la capacité de l'Inde à assumer une plus grande part du fardeau en accélérant la coopération technologique en matière de défense, en concluant plus rapidement des accords commerciaux de défense et en mettant en œuvre des réformes conjointes. En s'appuyant sur des partenariats réussis, tels que l'[Initiative sur les technologies critiques et émergentes](#) (iCET) et l'[Écosystème d'accélération de la défense Inde-États-Unis](#) (INDUS-X), il est possible d'approfondir les échanges en matière de défense et de développer un écosystème commun d'innovation dans ce domaine. Ces deux initiatives servent les intérêts américains en valorisant les technologies indiennes, en dynamisant le commerce et la coproduction de défense, et en renforçant les capacités des forces armées. Elles permettent également de briser les silos d'information et de connecter, horizontalement et verticalement, les acteurs clés – les utilisateurs finaux, les startups, les grandes entreprises de défense, les investisseurs en capital-risque, les instituts de recherche et les décideurs politiques.

La première administration Trump a pris des mesures audacieuses pour [autoriser](#) les exportations de drones, [assouplir les réglementations](#) relatives au commerce de la défense, [initier](#) une coopération en matière d'innovation et [signer](#) des accords de défense fondamentaux facilitant la coopération industrielle et le partage de renseignements. Elle a également démontré l'engagement des États-Unis en faveur de la sécurité de l'Inde en [fournissant](#) un soutien rapide en matière de renseignement, en transférant du matériel et en prêtant des drones Predator lorsque l'Inde a fait face à l'agression chinoise à l'été 2020. Ces prêts de drones ont pavé la voie à la récente [décision](#) de l'Inde, qui a annoncé à l'automne dernier son intention d'acquérir 31 drones Predator.

La nouvelle administration Trump pourrait s'appuyer sur les efforts passés et avancer rapidement sur un certain nombre de projets, notamment la vente et la coproduction de moteurs à réaction General Electric pour équiper les avions de chasse indiens, le codéveloppement et la vente de missiles antichars guidés de nouvelle génération Javelin, ainsi que la coproduction de véhicules de combat d'infanterie Stryker, le tout pour stimuler le commerce de la défense et la capacité de dissuasion indienne.

La Maison-Blanche pourrait également encourager l'Inde à [réformer](#) son [processus d'acquisition](#), à corriger sa [structure tarifaire inversée](#) et à soutenir les partenariats entre le secteur privé indien et l'industrie de défense américaine pour une montée en puissance rapide des capacités. L'Inde pourrait également revoir ses priorités budgétaires en matière de défense – sur les [78 milliards de dollars de son dernier budget de défense](#), nous estimons que seuls 20 % seront consacrés à des acquisitions d'équipements. Au cours de ses premiers mois, la nouvelle administration américaine devrait également montrer son intention d'accélérer les approbations et les licences d'exportation à destination des alliés et partenaires de confiance, et de réformer le contrôle des exportations. L'Inde, pour sa part, devrait proposer des moyens d'harmoniser ses propres mécanismes de sécurité technologique et de contrôle des exportations avec ceux des États-Unis, qui continueront de surveiller de près les questions de cybersécurité et les efforts de collecte de renseignements déployés par la Russie.

Les initiatives en matière de technologie de défense, soutenues par des réformes, peuvent dynamiser les partenariats industriels et ouvrir la voie à de nouvelles opportunités de codéveloppement et de coproduction. Celles-ci pourront concerner la fabrication de [bouées acoustiques](#) et de [navires de surface autonomes](#) pour le suivi de la marine chinoise, le développement de drones aériens [lancés par avion](#) pour la surveillance et le soutien au combat, des [projets spatiaux commerciaux](#) pour la surveillance du domaine spatial, ainsi que la production sécurisée de [semi-conducteurs](#) destinés aux capteurs avancés, aux communications et à l'électronique de puissance. Ces derniers mois, plusieurs membres du cabinet du président Trump – dont le secrétaire d'État [Marco Rubio](#) et le conseiller à la sécurité nationale [Mike Waltz](#) – ont plaidé en faveur d'un renforcement de la coopération technologique en matière de défense entre les États-Unis et l'Inde.

Les deux pays pourraient intensifier ces coopérations en matière d'innovation de défense en amorçant le processus grâce à des [programmes d'accélération](#) conjoints pour les startups, des [défis technologiques conjoints](#) débouchant sur des contrats, ainsi que des missions de veille technologique menées par l'industrie.

La coopération opérationnelle militaire

L'administration Trump devrait également se concentrer sur le renforcement de la coopération opérationnelle militaire afin que les États-Unis et l'Inde ne se contentent pas de coproduire des capacités, mais génèrent également ensemble des effets dissuasifs. Le secrétaire à la Défense, Hegseth, [a confirmé](#) le statut de l'Inde en tant que partenaire majeur en matière de défense, mais, à l'instar de nombreux membres de la nouvelle administration, il a également appelé à un plus grand partage du fardeau face aux défis communs, tels que la dissuasion de l'agression chinoise ou la préservation de la paix et de la stabilité dans la région indopacifique.

La dissuasion exige un ensemble d'activités visant à signaler aux adversaires que les deux pays disposent des capacités, des compétences et des partenariats nécessaires pour l'emporter en cas de conflit. La quantité et la qualité des exercices militaires devraient augmenter, de même que le nombre de simulations conjointes intégrant des évaluations et une planification des contingences, le déploiement croisé de liaisons militaires, ainsi que les mesures visant à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement et des systèmes logistiques.

Au cours de la dernière décennie, les trois administrations ont favorisé le développement d'exercices de défense conjoints, incluant des exercices militaires bilatéraux et multilatéraux ainsi que des simulations civiles. Cette tendance devrait se poursuivre sous la nouvelle administration Trump.

Outre l'augmentation du nombre d'exercices militaires, les États-Unis et l'Inde pourront également en améliorer la qualité en les menant avec des moyens plus avancés ou plus diversifiés, dans des conditions plus complexes, et les faisant évoluer le long du spectre des conflits, allant de l'aide humanitaire aux exercices de combat. Les exercices devraient également s'étendre à des domaines avancés, comme la surveillance sous-marine et la connaissance de la situation spatiale. L'Inde devrait envoyer une délégation de haut niveau et de grande envergure à l'[exercice Global Sentinel](#) du Commandement spatial et s'engager sur la voie de la participation au [Schriever Wargame](#), qui réunit des partenaires pour planifier des opérations spatiales.

Les simulations stratégiques impliquant des décideurs civils en matière de sécurité nationale peuvent également renforcer l'interopérabilité stratégique. Le contrôle civil sur l'armée indienne renforce les institutions démocratiques du pays, mais il a également conduit à une « [absence de dialogue](#) » entre les décideurs civils et les responsables militaires, ce qui nuit à l'efficacité des forces armées. Les deux pays ont su exploiter ces exercices de simulation pour permettre aux civils et aux militaires de mieux appréhender les dynamiques des scénarios de conflit, où s'entremêlent enjeux politiques et militaires. Les exercices de simulation conjoints et bilatéraux favorisent non seulement une coopération plus fluide, mais aussi une interopérabilité à l'échelle individuelle avec les responsables civils indiens de la sécurité nationale, dont le rôle sera déterminant dans la prise de décision en situation de crise.

Dans le cadre de la planification des contingences, l'Inde et les États-Unis devraient également entamer des discussions approfondies et des évaluations conjointes sur une éventuelle crise dans le détroit de Taïwan ou un nouvel affrontement à la frontière entre l'Inde et la Chine, qui constituent sans doute les scénarios de référence pour leurs établissements de défense respectifs. Les États-Unis ont déjà réfléchi aux [moyens de soutenir](#) l'Inde, notamment à la lumière de la crise frontalière de 2020. Parallèlement, d'[anciens](#) et [actuels](#) hauts responsables indiens expriment des préoccupations croissantes quant aux menaces directes et indirectes qu'un conflit dans le détroit ferait peser sur les intérêts sécuritaires de l'Inde.

Les opportunités d'interopérabilité individuelle, de formation et de logistique peuvent également être « opérationnalisées ». Les officiers de liaison constituent un maillon essentiel du partage de renseignements et de la communication. Après avoir signé le [mémoire sur l'affectation des officiers de liaison](#), l'Inde devrait rapidement pourvoir les postes proposés au sein du commandement américain pour l'Indo-Pacifique (U.S. Indo-Pacific Command), du commandement des opérations spéciales (Special Operations Command) et autres. Les frictions liées aux visas peuvent être un obstacle aux exercices conjoints et à la coopération des états-majors ; il est donc impératif que les deux parties facilitent et accélèrent la délivrance des visas afin de renforcer l'interopérabilité humaine.

Les fonds du programme américain destiné à l'éducation et à la formation militaire internationale (IMET) en Inde – que Marco Rubio [avait proposé](#) de doubler à 2 millions de dollars l'année dernière alors qu'il était sénateur – peuvent être augmentés et utilisés pour aider à former le personnel militaire indien à des missions opérationnelles. Cela pourrait inclure, par exemple, un entraînement conjoint avec les forces américaines à la guerre anti-sous-marine en théâtre d'opérations à [San Diego](#) ou à [Groton](#).

En outre, les États-Unis et l'Inde pourraient rendre les accords logistiques plus opérationnels en exploitant plus systématiquement l'accès à leurs bases respectives pour le [ravitaillement en carburant](#), le [réapprovisionnement en mer](#), l'utilisation des chantiers navals indiens pour la [réparation des navires](#) en zone d'opérations, et même les déploiements par rotation, comme l'ont [proposé](#) deux officiers de la marine américaine et indienne. Les deux pays peuvent également chercher à élever l'[accord sur la sécurité d'approvisionnement](#) au rang d'[accord de défense réciproque](#) afin de dynamiser le commerce de défense dans le secteur privé. L'Inde pourrait également intégrer le [Partenariat pour la résilience industrielle dans l'Indo-Pacifique](#) (Partnership for Indo-Pacific Industrial Resilience), renforçant ainsi la sécurisation des chaînes d'approvisionnement grâce au *friendshoring* et à une répartition stratégique des tâches dans le domaine de la maintenance, de la réparation et de la modernisation des équipements militaires.

Maintenant qu'elle est [membre à part entière](#) de la force maritime multinationale (Combined Maritime Force) et qu'elle est prête à jouer un rôle de premier plan, l'Inde peut étendre sa collaboration avec les États-Unis à des missions conjointes de sécurité maritime dans l'océan Indien.

L'architecture institutionnelle : le cadre bilatéral de défense entre les États-Unis et l'Inde

Un effet dissuasif significatif sur la Chine compliquerait la planification militaire de Pékin en cas de tentative de saisie de territoires disputés ou d'invasion de Taïwan. Cela rendrait plus improbable une réussite à un coût acceptable. Pour que la coopération de défense entre les États-Unis et l'Inde atteigne cet objectif, l'architecture institutionnelle doit être modernisée, avec des objectifs plus précis et une coordination politico-stratégique renforcée. En plus du développement de nouvelles technologies de défense et d'une coopération opérationnelle, l'administration Trump a l'opportunité de moderniser le cadre bilatéral de défense ([Framework for the U.S.-India Defense Relationship](#)), dont le renouvellement est prévu en juin 2025. Ce renouvellement permettrait à l'administration Trump de redéfinir les priorités et les structures du cadre afin d'orienter les dix prochaines années de compétition stratégique dans l'Indo-Pacifique.

Le premier défi consiste à moderniser le cadre afin de prendre en compte les problématiques, efforts et priorités contemporains. Le fait que le dernier cadre de défense, [signé en 2015](#), ne mentionne pas les mots « Chine », « Indo-Pacifique », « dissuasion », « compétition », « interopérabilité », ou même « menace », rappelle que ce document a été rédigé dans un contexte complètement différent.

Depuis 2015, le monde et les relations entre les États-Unis et l'Inde ont considérablement évolué. Dès 2017, voire avant, les États-Unis ont adopté un nouveau paradigme de compétition entre grandes puissances, plaçant clairement la Chine comme la menace principale. L'Inde et les États-Unis ont développé de nouvelles structures pour leurs relations bilatérales, telles que le [dialogue sur la sécurité maritime](#), lancé en 2016, et le [dialogue ministériel 2+2](#), initié en 2017. Ils ont également [relancé le Dialogue quadrilatéral de sécurité \(Quad\)](#) et intensifié les exercices multilatéraux qui impliquent régulièrement ses membres, notamment [Malabar](#) en 2020 et [Sea Dragon](#) en 2021. Entre 2022 et 2023, plusieurs initiatives ont contribué à faire de la technologie un domaine clé de compétition et de coopération entre Washington et New Delhi : [l'initiative sur les technologies critiques et émergentes](#) (ICET), la [Feuille de route pour la coopération industrielle de défense entre les États-Unis et l'Inde](#), [l'Écosystème d'accélération de la défense Inde-États-Unis](#) (INDUS-X), le [dialogue de défense sur les domaines avancés](#) (AD3) et le [dialogue commercial stratégique](#) (IUSSTD).

Toutes ces avancées devraient être intégrées dans un nouveau cadre de défense sur dix ans. Parallèlement, certaines d'entre elles pourraient être consolidées pour une meilleure cohérence, par exemple en fusionnant l'ancienne [initiative commerciale et technologique de défense entre l'Inde et les États-Unis](#) (DTTI) avec INDUS-X dans un effort commun. Cela permettrait d'éviter les doublons et de prévenir d'éventuelles contradictions dans les objectifs poursuivis.

Une deuxième réforme nécessiterait d'intégrer des représentants des affaires étrangères et du conseil de sécurité nationale dans le cadre du Groupe de politique de défense (Defense Policy Group), afin d'apporter une perspective stratégique plus large, une profondeur géopolitique et une meilleure coordination entre les deux agences de défense. Cette évolution s'inscrirait dans la logique de l'innovation institutionnelle qu'a représentée l'architecture 2+2. Le format 2+2 était une [nouauté](#), introduite sous la première administration Trump, qui visait à synchroniser les stratégies politiques et militaires en associant les départements américains de la Défense et d'État aux ministères indiens de la Défense et des Affaires étrangères. Ce cadre a permis des avancées considérables, qui se sont poursuivies sous l'administration Biden, tant lors des réunions intermédiaires qu'au niveau ministériel. Il serait particulièrement pertinent d'inclure, dans le Groupe de coopération militaire, des représentants civils du ministère indien de la Défense et du ministère des Affaires étrangères, ainsi que des membres du Conseil de sécurité nationale, notamment le coordinateur maritime national indien et le directeur américain pour les technologies. Cela permettrait d'y intégrer une dimension diplomatique et stratégique renforcée.

Pour rivaliser avec la Chine, qui a pleinement adopté la fusion civilo-militaire, les États-Unis et l'Inde doivent améliorer la coordination entre leurs sphères de défense et des affaires étrangères. En outre, étant donné que l'Inde et les États-Unis ont des fonctionnements différents dans la répartition des compétences et des prérogatives entre leurs institutions diplomatiques et de défense, la tenue de réunions communes permet de renforcer considérablement la coopération bilatérale et la coordination inter-agences.

L'intégration du cadre de la politique de défense selon le modèle du 2+2 permettrait aux responsables militaires indiens de réagir en temps réel aux propositions et opportunités formulées par leurs homologues américains, sans devoir systématiquement les soumettre au ministère des Affaires étrangères pour examen et approbation. Associer des représentants du ministère des

Affaires étrangères et du Conseil de la sécurité nationale aux discussions avec les responsables militaires et du ministère de la Défense américain, en particulier dans des cadres de discussion à haut niveau, tels que le Groupe de politique de défense, le Groupe de coopération militaire, et peut-être même le Groupe technique conjoint, pourrait apporter une perspective stratégique élargie et contribuer à accélérer les boucles de décision.

**

*

Ces mesures ne sont pas faciles à mettre en œuvre. Le partage des technologies reste limité par les restrictions juridiques et politiques américaines – encore compliquées par les [relations de l'Inde avec la Russie](#) – et par des systèmes d'acquisition complexes dans les deux pays. Les attentes indiennes en matière de transfert de technologie ne sont pas toujours viables sur le plan commercial pour les entreprises américaines, et l'Inde n'a pas manifesté d'intérêt pour une harmonisation avec les régimes américains de protection des technologies, cherchant plutôt à développer ses propres systèmes. La coopération opérationnelle militaire se renforce d'année en année, mais les deux parties restent prudentes quant aux actions menées en commun et à la manière dont elles les présentent. Même des exercices conjoints organisés à proximité de la frontière chinoise, comme Yudh Abhyas en 2022, sont généralement [décrits](#) comme étant axés sur le maintien de la paix, l'aide humanitaire et la réponse aux catastrophes, la Chine ne s'inquiétant guère d'une coopération américano-indienne limitée aux opérations de secours en cas de séisme. Par ailleurs, malgré un dialogue stratégique bilatéral de plus en plus franc sur la menace chinoise, aucune planification conjointe n'a encore été mise en place en vue d'un éventuel engagement militaire en cas de crise.

Même dans le cadre actuel, un approfondissement de la coopération en matière de défense présente indéniablement des avantages pour les deux nations. Cela permettrait de renforcer leurs capacités et de soutenir une industrie qui est un employeur important dans les deux pays, ainsi que de susciter une certaine irritation à Pékin. Toutefois, pour créer de véritables dilemmes stratégiques pour la planification chinoise, les États-Unis et l'Inde devront passer à la vitesse supérieure au cours des prochaines années.

Image : [Département de la défense des États-Unis](#)



Sameer Lalwani, Vikram J. Singh

Sameer Lalwani, PhD, est expert senior au Centre Asie de l'*U.S. Institute of Peace*.

Vikram J. Singh est conseiller principal à l'*U.S. Institute of Peace* et au *U.S.-India Strategic Partnership Forum*. Il a également été secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis pour l'Asie du Sud et du Sud-Est. Vikram J. Singh est également vice-président senior de *WestExec Advisors*.

Comment citer cette publication

Sameer Lalwani, Vikram J. Singh, « Comment optimiser le partenariat de défense entre l'Inde et les États-Unis ? », *Le Rubicon*, 25 mars 2025 [<https://lerubicon.org/?p=8564>].